

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES

ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.bodacc.fr

BODACC « A »

Annonce n° 956

74 – HAUTE-SAVOIE

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANNECY

Ventes et cessions

102 991 338 RCS Niort.

ESA.

Forme : Société par Actions Simplifiée.

Adresse : 2, Avenue Suzanne Lenglen, 79200 Châtillon-sur-Thouet.

Origine du fonds : Etablissement principal acquis par achat au prix stipulé de 200000 EUR.

Etablissement : Etablissement principal.

Activité : Assemblage et négoce de pièces mécaniques, pneumatiques, électriques, électroniques et hydrauliques et plus généralement toutes prestations de services s'y rapportant ; Etude et réalisation (plan, montage, automatisme) de produits industriels ; maintenance et automatismes d'équipements industriels..

Adresse : 12, Rue Cassiopée, Parc Altaïs, 74650 Chavanod.

Précédent propriétaire : 423 607 084 RCS Annecy. **ATEIMI.**

Date de commencement d'activité : 31 mars 2026.

Publication légale : L'Essor Savoyard du 16 avril 2026.

Oppositions : Les oppositions seront reçues dans les dix jours de la dernière en date des publicités légales, au siège du fonds cédé pour la validité et, pour toutes correspondances, au cabinet d'Avocats YDES, pris en la personne de Maître Gérald GARCIA, sis 28 rue Joannes Carret 69009 LYON..

Commentaires : Acte sous seing privé en date du 31/03/2026 enregistré au Service de l'Enregistrement de ANNECY le 03/04/2026, Dossier 2026 00017717. Référence : 7404P02 2026 A 00681. Mise en activité de la société. Adresse de l'ancien propriétaire : 12 Rue Cassiopee - Parc Altaïs 74650 CHAVANOD. Adresse du nouveau propriétaire : 2 Avenue Suzanne Lenglen 79200 CHATILLON-SUR-THOUE. Les oppositions seront reçues dans les dix jours suivant la publication prévue à l'article L.141-12 du code de commerce..